



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2011

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVANT-PROPOS	2
ABREVIATIONS ET SIGLES	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES GRAPHIQUES	7
RESUME	8
INTRODUCTION	10
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	14
1.1. Balance commerciale de biens.....	16
1.1.1. Exportations de biens	17
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	20
1.1.2. Importations des biens.....	21
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	21
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	21
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	22
1.2. Balance des services	23
1.2.1. Transports	23
1.2.2. Voyages	24
1.2.3. Autres services	24
1.3. Compte des revenus primaires.....	24
1.4. Compte des revenus secondaires.....	25
II. COMPTE DE CAPITAL	27
III. COMPTE FINANCIER	27
V. CAPITAUX MONETAIRES	28
5.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	28
5.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	29
5.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	29
VI. POSITION EXTERIEURE GLOBALE	29
CONCLUSION	30
ANNEXES	32

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité national de la balance des paiements. Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI. La balance estimée est considérée comme provisoire et sa diffusion est limitée. C'est après validation qu'elle devient définitive et fait l'objet d'une large diffusion.

Le Comité National de la Balance des Paiements est l'organe de validation des données. Conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, il est chargé :

- de rechercher des méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application ;
- d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Ce Comité, placé sous la présidence du Ministre chargé des Finances, est composé du Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne ou son représentant, du Directeur Général des Réformes Financières ou son représentant, du Représentant du Ministre chargé du Plan, du Représentant du Ministre chargé du Commerce, du Directeur chargé de l'Office des Postes ou son représentant, du Représentant de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger, du Trésorier Payeur Général ou son représentant, du Directeur chargé de la Dette Publique ou son représentant, du Directeur chargé des Douanes ou son représentant, du Directeur de l'Institut National de la Statistique ou son représentant, du Représentant de la BCEAO, du Représentant du Ministre chargé des Mines et du Représentant du Ministre chargé du Pétrole. Le Comité peut convier à ses réunions, tous services ou organismes publics, en raison de leurs compétences et en fonction des problèmes à traiter.

La confidentialité des informations collectées auprès des différentes structures est garantie par le Règlement susmentionné. A ce titre, l'article 1 de l'Annexe III de ce texte réglementaire dispose que « la BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des

paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale ». L'article 2 de l'Annexe III énonce que « les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique » et l'article 9 précise que celles-ci sont publiées sous forme anonyme et agrégée.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^{ème} édition du Manuel de balance des paiements élaboré par le FMI, parue en 2008. Les principales articulations de cette méthodologie sont décrites dans **la note en annexe 11**. Les sources de données privilégiées lors des travaux d'élaboration de la balance des paiements du Niger sont les suivantes :

- les résultats d'enquêtes auprès des agents économiques ;
- les statistiques du commerce général recueillies auprès de l'Institut National de la Statistique (INS) et de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- les statistiques des finances publiques (TOFE, dette extérieure...) ;
- les statistiques monétaires publiées par la Banque Centrale ;
- les statistiques de prix élaborées par les systèmes d'informations sur les marchés agricoles et de bétail (SIMA et SIM-Bétail) ;
- les statistiques sur les hydrocarbures et les produits miniers communiquées par les Ministères en charge du Pétrole et des Mines ;
- les données des sociétés, notamment minières (SOMAIR, COMINAK, AREVA, SOMINA et SML) et pétrolières (SONIDEP et SORAZ) ;
- plusieurs rapports et études, en particulier ceux du Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics (CNUT), de la Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement (CAPED), du PNUD, etc. ;
- les statistiques du Guichet Unique de Formalités du Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN) ;
- les statistiques publiées par le FMI.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2011¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire est le franc CFA.

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements, ces dernières peuvent contenir des insuffisances liées pour la plupart au manque de professionnalisme des acteurs des filières agropastorales et à la prédominance du secteur informel dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourrait adresser sa requête, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger.

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
APU	Administration Publique
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
BPT	Balance des Paiements en termes de Transactions
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAPED	Cellule d'Analyse et de Prospective en Développement
CCIAN	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
DAEEFP	Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
INS	Institut National de la Statistique
IFS	International Financial Statistics
IDE	Investissements Directs Etrangers
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PEG	Position Extérieure Globale
PNG	Position Nette du Gouvernement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PEF	Programme Economique et Financier
SOMAIR	Société des Mines de l'Air
SML	Société des Mines du Liptako
SONIDEP	Société Nigérienne de Produits Pétroliers
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements	page 13
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 15
Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 17
Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de Marchandises générales	page 19
Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 21
Tableau 6 : Evolution de la balance des services de 2007 à 2011.....	page 23
Tableau 7 : Evolution du poste « transports ».....	page 24
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages ».....	page 24
Tableau 9 : Evolution de la balance des revenus primaires.....	page 25
Tableau 10 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 26
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus secondaires.....	page 26
Tableau 12 : Evolution du compte capital.....	page 26
Tableau 13 : Evolution du compte des opérations financières.....	page 27
Tableau 14 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 28
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements des banques.....	page 29
Tableau 16 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN).....	page 29
Tableaux annexes.....	page 33

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2000 et 2011.....	page 14
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2007 et 2011.....	page 15
Graphique 3 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2000 et 2011.....	page 16
Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2000 et 2011	page 16
Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2011.....	page 17
Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 1988 et 2011.....	page 18
Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2011.....	page 20
Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par grands groupes de produits de 2004 à 2011.....	page 21
Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2011).....	page 23
Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2000 et 2011.....	page 28

RESUME

L'activité économique mondiale a connu un ralentissement en 2011. Le taux de croissance est ressorti à 3,9% en 2011 contre 5,3% en 2010. Cette contraction de l'économie mondiale s'explique principalement par la crise de la dette souveraine au sein de la Zone euro et l'envolée des cours des matières premières, des produits alimentaires et du pétrole.

Au sein de l'UEMOA, l'activité économique s'est déroulée dans un environnement caractérisé par la poursuite de la crise de la dette souveraine en Zone euro et aux Etats-Unis d'Amérique et les effets de la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire. Cet environnement peu favorable a induit une baisse sensible de la croissance économique au niveau de l'UEMOA. Le produit intérieur brut de l'Union a enregistré ainsi, en termes réels, une progression de 0,6% en 2011 contre 4,4% en 2010.

Au plan national, après la forte augmentation de la production agricole de 2010 qui a généré un taux de croissance de 8,2%, l'activité économique a connu un net repli avec un taux de 2,3% en 2011. Cette contre performance de l'activité économique s'explique par les conditions climatiques défavorables qui ont affecté la campagne agricole 2011/2012, en dépit de la poursuite des investissements publics majeurs dans les secteurs minier, pétrolier et des BTP. Enfin, les conséquences des crises libyenne et ivoirienne ont également pesé sur l'expansion de l'économie nigérienne.

Dans ce contexte, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 28 074 millions en dégradation de 124 662,0 millions par rapport à celui de l'année 2010, qui était excédentaire de 96 588 millions. Cette évolution résulte d'une détérioration du déficit courant, du repli de l'excédent du compte de capital et de la hausse de celui des opérations financières.

Le déficit du compte courant s'est creusé, en passant de 561 467 millions en 2010 à 675 268 millions en 2011. Cette orientation reflète la détérioration de la balance des biens, des services et des revenus nets (primaires et secondaires). Le solde commercial a subi l'influence d'un accroissement des importations (+61 557 millions ou 6,3%) nettement supérieur à celui des exportations (+29 323 millions ou 5,1%). La dégradation de la balance des services est en liaison avec les dépenses de fret et la consommation des autres services dans les secteurs minier et pétrolier. S'agissant des revenus primaires et secondaires, leur détérioration résulte du recul de leurs composantes publique et privée. La baisse des revenus secondaires traduit un retour à la normale, après les appuis importants reçus en 2010 dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire, née du déficit céréalier de la campagne agricole 2009/2010. Quant au repli du solde des revenus primaires, il résulte de l'accroissement des paiements d'intérêts et de versements de dividendes par les sociétés minières et celles de télécommunications, plus important que celui des salaires reçus des non-résidents.

Le solde positif du compte de capital a baissé en raison principalement du repli des flux de dons projets, dont les effets ont été atténués par la hausse des tirages publics sur les prêts extérieurs. Cet excédent est passé, ainsi, de 96 985 millions en 2010 à 68 523,0 millions en 2011, soit une baisse de 29,3%.

Le compte financier retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Ainsi, le solde financier est passé de -567 566 millions en 2010 à -583 627 millions en 2011. Cette évolution traduit principalement l'accroissement des flux de capitaux privés étrangers, sous forme de financements bancaires et d'apports des investisseurs directs. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -498 528 millions en 2011 contre -495 304 millions en 2010, traduisant le regain d'intérêt pour l'exploration minière et pétrolière ainsi que la poursuite des investissements dans les télécommunications.

A la différence de la balance des paiements qui enregistre les flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des engagements financiers des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. A fin 2011, la PEG du Niger s'est située à -1 447 394 millions contre un solde de -835 951 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 633 443 millions. Ce résultat traduit un accroissement des engagements plus rapide que celui des avoirs, en liaison principalement avec l'accumulation des capitaux privés étrangers.

INTRODUCTION

L'environnement international a été caractérisé en 2011 par l'aggravation de la crise de la dette souveraine au sein de la Zone euro. Cette crise, qui a entraîné la détérioration des conditions financières des pays industrialisés, s'est exacerbée durant le deuxième semestre de l'année, accentuant l'orientation défavorable de l'économie mondiale. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est estimé à 3,9% en 2011 contre 5,3% en 2010.

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a été moins soutenue, du fait de la profondeur de la crise financière et économique internationale et de son incidence sur la demande des ménages et des entreprises. Le produit intérieur brut a enregistré une progression de 1,6% en 2011 contre 3,2% en 2010.

Les pays émergents et en développement, moins touchés par les effets de la crise de la dette souveraine, ont maintenu leur dynamisme en 2011. L'activité économique y a enregistré une hausse de 6,2%, après 7,5% en 2010. Cette évolution reflète la progression de la demande intérieure et des échanges régionaux. Ainsi, en Chine et en Inde, la croissance est demeurée forte, ressortant respectivement à 9,2% et 7,2%, en termes réels, contre 10,4% et 10,6% en 2010. En Amérique latine et aux Caraïbes, le rythme d'expansion économique a été de 4,5%, après 6,2% en 2010. La hausse du PIB s'explique principalement par celle des dépenses publiques, qui ont contribué à doper la demande intérieure.

En Afrique au Sud du Sahara, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à 5,1% en 2011, après 5,3% en 2010. Comme l'année précédente, cette hausse est principalement liée au dynamisme des exportations de matières premières, notamment des produits pétroliers et miniers. Elle témoigne également de l'essor des dépenses d'infrastructures, notamment dans les pays de la Zone Franc.

Au sein de l'UEMOA, l'activité économique s'est déroulée dans un environnement caractérisé par la poursuite de la crise de la dette souveraine en Zone euro et aux Etats-Unis d'Amérique et les effets de la crise post-électorale survenue en Côte d'Ivoire. Cet environnement peu favorable a induit une baisse sensible de la croissance économique au niveau de l'UEMOA. Le produit intérieur brut de l'Union enregistrerait ainsi, en termes réels, une progression de 0,6% en 2011 contre 4,4% en 2010.

Au plan national, l'activité économique en 2011 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté et du Programme Économique et Financier (PEF) 2008-2011, et des autres stratégies sectorielles, singulièrement la Stratégie de Développement Rural (SDR) et les programmes d'irrigation visant à réduire la dépendance

de la production agricole aux aléas climatiques. De même, elle s'est ressentie de la reprise des appuis budgétaires, en liaison avec la fin de la transition politique et l'installation des autorités issues des élections générales, le maintien d'un climat social apaisé et la poursuite des investissements majeurs dans les secteurs minier, pétrolier et des BTP. Enfin, la contraction de la production agricole et les conséquences des crises libyenne et ivoirienne ont exercé un effet modérateur sur l'expansion de l'économie. En conséquence, le taux de croissance réelle est ressorti à 2,3% en 2011, en net repli par rapport au taux de 8,2% enregistré un an plus tôt.

La situation des finances publiques, en 2011, s'est ressentie du parachèvement du processus électoral ayant conduit à la mise en place des nouvelles Autorités de la 7ème République ainsi que de l'adoption de trois collectifs budgétaires le 22 mai, le 13 octobre et le 28 décembre 2011. L'exécution du budget a été marquée également par la poursuite des actions de réduction de la pauvreté ainsi que le lancement de projets d'investissement publics majeurs et d'un programme d'urgence de lutte contre l'insécurité alimentaire née du déficit agricole et fourrager 2011/2012. Par ailleurs, elle a été confortée par la réception de 158 600 millions d'appuis financiers extérieurs, à la faveur du retour progressif des partenaires au développement, et la mobilisation de 64 500 millions sur le marché financier régional par deux émissions de bons du Trésor le 08 juin et le 02 décembre 2011.

L'analyse des résultats de l'exécution du budget à fin décembre 2011 indique une hausse de 272 100 millions, ou 70,6% en valeur relative, des recettes budgétaires hors dons, qui sont passées de 385 600 millions en 2010 à 657 700 millions en 2011. Cette performance reflète les innovations contenues dans la Loi de Finances 2011, principalement celles relatives à l'institution d'une taxe sur l'utilisation des réseaux de télécommunication, la révision à la hausse de certains taux, la modernisation des régies financières et la prise en compte dans le budget des montants des exonérations et des recettes d'ordre pour refléter dans les comptes publics l'effort réel d'investissement de l'État.

Sur la même période, les dépenses totales du budget ont, quant à elles, progressé de 245 400 millions, ou 42,1% en valeur relative, pour s'établir à 828 600 millions au 31 décembre 2011. Cette augmentation est alimentée par celle des dépenses courantes de 249 400 millions, ou 68,2%, atténuée par une diminution des dépenses en capital de 4 000 millions, ou 1,8%.

Au regard de ce qui précède, il se dégage un déficit global, base engagement, de 170 900 millions, soit une amélioration de 26 700 millions, ou 13,5%, par rapport à l'année 2010. En tenant compte d'une réduction des arriérés de paiements intérieurs moins importante qu'en 2010 (1 900 millions contre 13 500 millions), le déficit, base caisse, ressort à 172 900 millions en 2011. En variation annuelle, un repli de 38 200 millions est enregistré.

Le financement de ce déficit a été assuré à hauteur de 148 500 millions par des ressources extérieures, le solde a été résorbé grâce à un financement bancaire de 24 400 millions.

En 2011, l'évolution de la situation monétaire s'est ressentie de la faible mobilisation d'appuis financiers extérieurs, du rapatriement des recettes d'exportations minières ainsi que des règlements d'importations et du service de la dette. Elle a été également marquée par la participation des banques aux opérations du marché financier régional et la mise en place de nouveaux concours aux secteurs économiques, dans un contexte d'organisation des échéances électorales et d'installation des nouvelles Autorités politiques. Au total, il ressort à fin décembre 2011 un repli des avoirs extérieurs nets et une expansion des crédits intérieurs et de la liquidité globale par rapport au mois de décembre 2010.

En effet, d'une année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont reculé de 29 500 millions pour s'établir à 263 500 millions au 31 décembre 2011. Ce reflux provient de la baisse des avoirs extérieurs nets de l'Institut d'Émission de 27 500 millions et de la détérioration de la position extérieure des banques de 2 000 millions. L'évolution de la position extérieure résulte principalement des transferts opérés au titre des règlements d'importation des biens et des prestations de services en faveur des entreprises minières et pétrolières ainsi que du service de la dette, qui ont plus que compensé les faibles réceptions d'appuis financiers, les rapatriements des recettes d'exportation et les souscriptions nettes aux titres des autres États de l'UEMOA par les banques. S'agissant de l'encours des crédits intérieurs, il s'est situé à 418 400 millions, soit une hausse de 68 000 millions, ou 19,4% en variation relative, par rapport au mois de décembre 2010. Cette trajectoire dépeint la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 12 500 millions et l'augmentation de l'encours des crédits à l'économie de 55 500 millions.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 35 900 millions, ou 6,2% en valeur relative, en bouclant l'année 2011 à 611 200 millions. Cette situation procède de l'injection dans la circulation fiduciaire de 35 500 millions, ou 15,2%, les dépôts en banque étant restés quasiment stables. La circulation des billets et monnaies s'est ressentie essentiellement des besoins en liquidités induits par l'organisation des campagnes politiques et des scrutins électoraux et du réamorçage du bon allant des transactions économiques. Elle est également alimentée par la distribution de revenus aux paysans (cash for work) dans le cadre du programme d'urgence alimentaire initié par les nouvelles Autorités. La trajectoire des dépôts en banque dépeint principalement les jeux antagoniques de rapatriement et de retrait des recettes d'exportation minières, ainsi que les sorties nettes de ressources relevées pour l'essentiel sur les comptes des sociétés pétrolières, commerciales, de transport, de BTP et de télécommunications.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 28 074 millions contre un excédent de 96 588 millions enregistré en 2010. L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2000 à 2011 fait apparaître les évolutions ci-après :

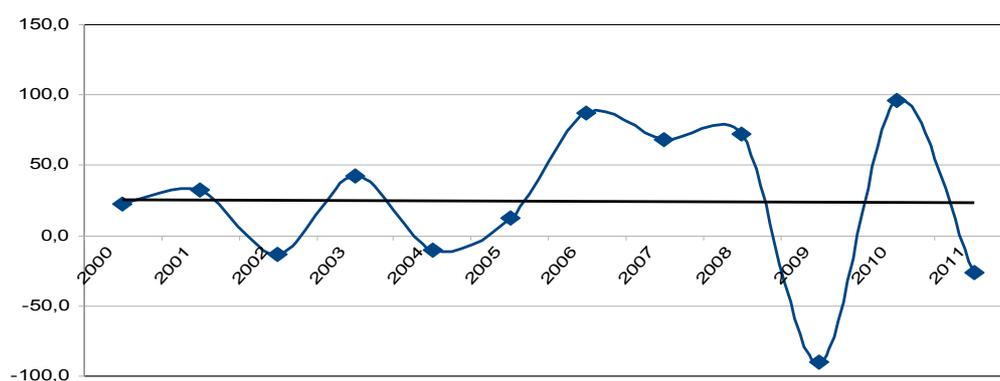
Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements
(Montants en millions de FCFA)

Année	Soldes
2000	22 734
2001	32 731
2002	-13 420
2003	42 471
2004	-10 305
2005	12 400
2006	87 283
2007	68 351
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588
2011	-28 074

Source : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger reste fortement dépendante des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques. Il faudrait également ajouter les facteurs externes, tels que la hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires sur le marché international et la volatilité des appuis financiers extérieurs.

Grafiqne 1 : Évolution du solde global de la balance des paiements du Niger entre 2000 et 2011



Les développements ci-après donnent une description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Niger entre 2010 et 2011.

I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2011 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est amplifié, en passant de 561 467 millions en 2010 à 675 268 millions en 2011, comme l'indique le tableau 2 ci-après. Cette évolution résulte d'une détérioration des soldes des biens, des services et des revenus primaires, partiellement compensée par une amélioration du solde de la balance des revenus secondaires.

Le ratio du déficit courant rapporté au PIB s'est dégradé de 2,5 points de pourcentage pour ressortir à 22,3% en 2011 contre 19,8% en 2010. En revanche, le ratio du déficit courant, hors dons, a connu une légère amélioration, en passant de 25,4% en 2010 à 24,9% en 2011.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes

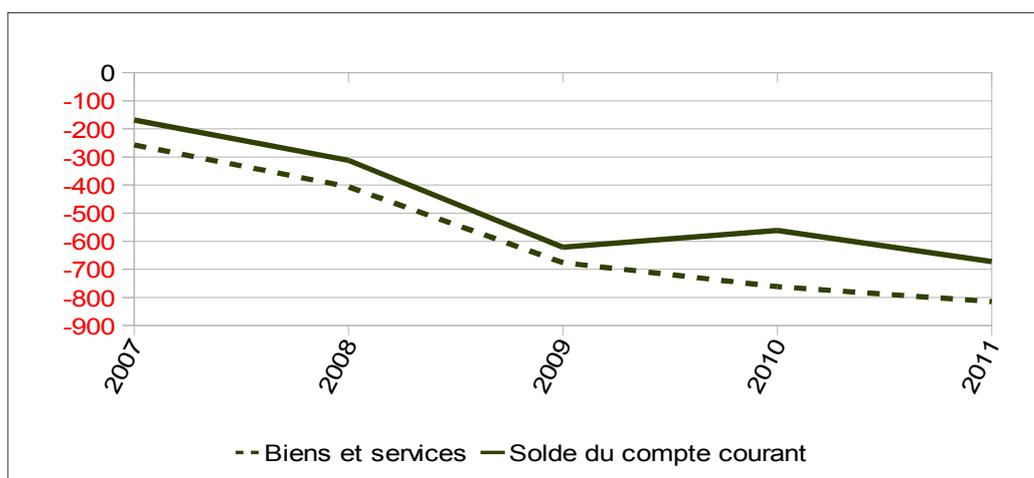
(Montants en millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Biens et services	-256 930	-406 383	-676 229	-761 706	-813 059
Biens	-120 463	-195 871	-376 487	-402 812	-435 046
Services	-136 467	-210 512	-299 742	-358 894	-378 013
Revenus primaires	-211	-8 482	-16 324	-21 837	-24 100
Revenus secondaires	88 791	103 147	71 231	222 076	161 891
Solde du compte courant	-168 350	-311 718	-621 322	-561 467	-675 268
Solde du compte courant (hors dons)	-213 131	-365 295	-638 611	-718 193	-754 418
PIB Nominal	2 052 960	2 419 700	2 548 400	2 832 300	3 025 500
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-8,20%	-12,90%	-24,50%	-19,80%	-22,30%

Source : BCEAO

De 2007 à 2009, les soldes de la balance des biens et services et de la balance des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-après. Cette corrélation marquée traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé à partir de 2009, en raison de l'accroissement de la consommation des autres services par les entreprises résidentes, induit par le regain d'activité dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante entre 2007 et 2011



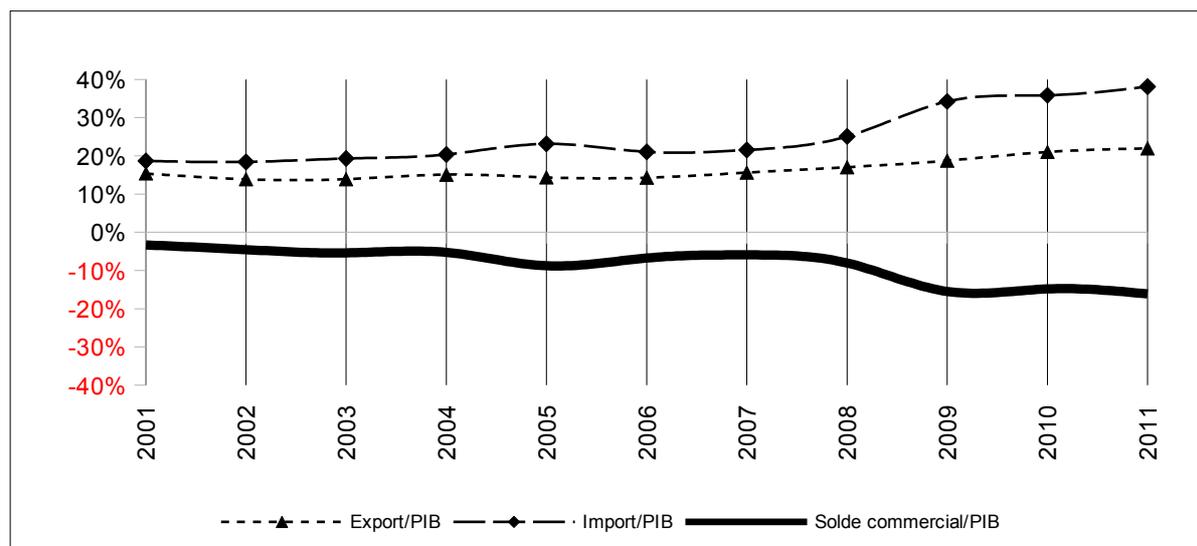
1.1. Balance commerciale de biens

La tendance persistante à la dégradation du solde commercial s'est maintenue en 2011 (cf. graphique 3). Le déficit de la balance commerciale, qui était de 402 812 millions en 2010, s'est accentué pour atteindre 435 046 millions en 2011. Le ratio du déficit commercial, rapporté au PIB, épouse la même dynamique en passant de 14,2% en 2010 à 14,4% en 2011.

Graphique 3 : Évolution des ratios de la balance commerciale entre 2000 et 2011



L'évolution du déficit commercial entre 2010 et 2011 résulte d'un accroissement des importations (+61 557 millions ou +6,3%) plus rapide que celui des exportations (+28 920 millions ou +5,1%). Il en est ressorti un taux de couverture des importations FOB par les exportations de 57,9% en 2011 contre 58,6% un an plus tôt. Le graphique 4 présente l'évolution des ratios de la balance commerciale.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale entre 2000 et 2011

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 3 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes de la 6^{ème} édition du Manuel de balance des paiements. Il en ressort un montant total des exportations de 599 454 millions en 2011 contre 570 131 millions en 2010, soit une hausse de 5,1% provenant de la rubrique « marchandises générales ». Cette performance provient notamment des ventes d'uranium, en liaison avec la revalorisation du prix contractuel, et, dans une moindre mesure, de celles des produits agropastoraux. S'agissant des expéditions d'or, elles se sont établies à 46 067 millions 2011 contre 46 409 millions en 2010, soit une diminution de 0,7%.

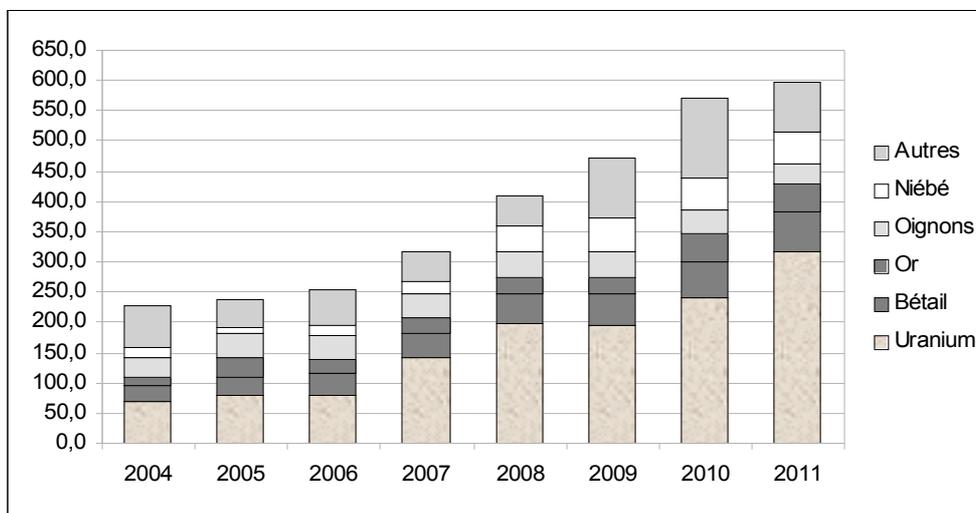
Tableau 3 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens

	(Montants en millions de F CFA)				
	2007	2008	2009	2010	2011
Marchandises générales	281 154	370 418	431 112	523 722	553 371
<i>dont Réexportations</i>	33 629	26 835	24 721	45 707	46 443
<i>Exportations nettes dans le cadre du négoce</i>					16
<i>Or non monétaire</i>	25 529	26 375	29 137	46 409	46 067
TOTAL DES EXPORTATIONS	317 891	408 530	470 701	570 131	599 454
PIB nominal	2 052 960	2 419 700	2 548 400	2 832 300	3 025 500
Ratio des exportations / PIB	15,50%	16,90%	18,50%	20,10%	19,80%

Source : BCEAO

L'évolution des exportations des principaux produits depuis 2004 est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits miniers (uranium et or) et des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé notamment).

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits entre 2004 et 2011

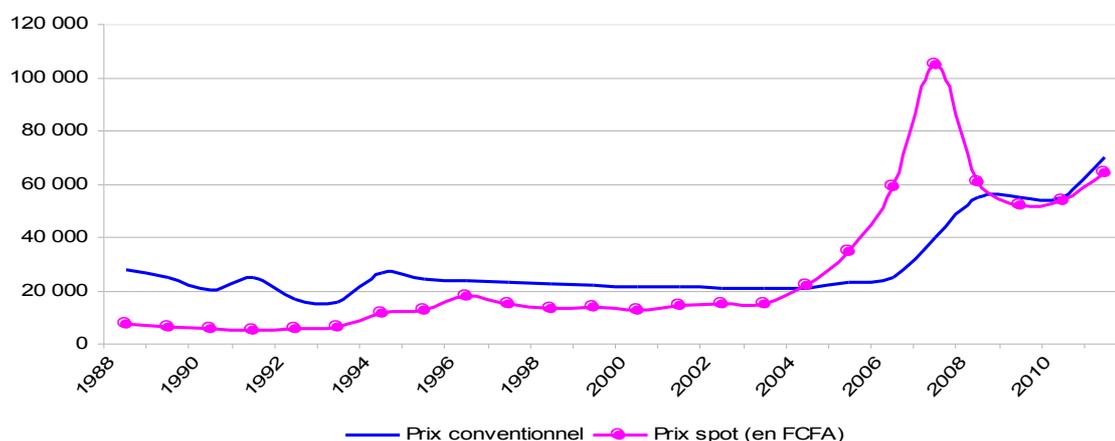


1.1.1.2. Composition des exportations de biens

1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 4 499,0 tonnes en 2011 contre 4 200,0 tonnes en 2010, soit une hausse de 7,1%. Quant au prix conventionnel du kilogramme, il a été rehaussé de 55 000 FCFA à 70 000 FCFA le kilogramme. Dans ce contexte, les exportations d'uranium se sont établies à 317 091 millions en 2011, après 242 250 millions enregistrés en 2010, soit une hausse de 30,9% imputable à la fois au volume et au prix.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) entre 1988 et 2011



1.1.1.2.2. Or

En ce qui concerne l'or, la production industrielle est ressortie à 1 431,0 kilogrammes contre 1 572,1 kilogrammes en 2010, en baisse de 9,9%. En revanche, la valeur des ventes de la SML s'est accrue de 14,2% pour ressortir à 36 014 millions. S'agissant de la production artisanale, elle a porté sur une quantité de 504 kilogrammes, pour une valeur estimée à 10 053,6 millions en 2011 contre 354 kilogrammes pour une valeur de 9 140,2 millions en 2010. Les exportations totales de l'or se sont situées à 46 067 millions en 2011 contre 46 409 millions en 2010, soit une baisse de 5,6%.

1.1.1.2.3. Bétail

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2011/2012 ayant été moins bons que ceux de la saison 2010/2011, la propension des paysans à déstocker leur bétail est estimée supérieure à celle de l'année précédente. Dans ces conditions, la quantité de bétail exportée a connu une hausse de 5,9% par rapport à l'année 2010. Relativement aux prix, ils ont affiché une hausse estimée à 5,0%. Au total, la valeur des exportations marque ainsi une hausse de 11,2% pour s'établir à 64 651 millions en 2011 contre 58 137 millions un an plus tôt.

1.1.1.2.4. Oignons

Les statistiques douanières à fin 2011 font ressortir un volume exporté de 66 914,6 tonnes. Ce volume a été majoré de 5% pour tenir compte des sorties non contrôlées, soit 67 249,2 tonnes. Quant au prix à l'exportation, il s'est situé à 527 FCFA/kg, obtenu par majoration du prix moyen annuel observé sur les marchés intérieurs, pour prendre en compte les coûts liés à l'acheminement jusqu'à la frontière du pays et la marge bénéficiaire des opérateurs.

La valeur totale des exportations d'oignons ressort ainsi à 35 440 millions contre 39 760 millions l'année précédente, soit une baisse de 11,5%, imputable au repli des volumes exportés.

1.1.1.2.5. Niébé

En 2011, les statistiques officielles indiquent une baisse de la production de niébé d'environ 23,0%. En revanche, les estimations du prix font ressortir une hausse de 7,7% en 2011. En conséquence, la valeur des exportations de niébé s'est située à 43 740 millions, en régression de 17,1%.

1.1.1.2. 6. Autres exportations

Les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, riz paddy, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de produits pétroliers, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.). Ces exportations sont ressorties à 92 465 millions en 2011 contre

130 779 millions en 2010, soit une baisse de 29,3%. Ce repli est principalement imputable à la faiblesse des échanges avec la Libye et le Nigeria, en raison du contexte sécuritaire tendu aux frontières avec ces deux pays.

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés. Quant au ratio du service de la dette extérieure sur les exportations², il est ressorti à 3,3%, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à son niveau de 2010. Il est largement au dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

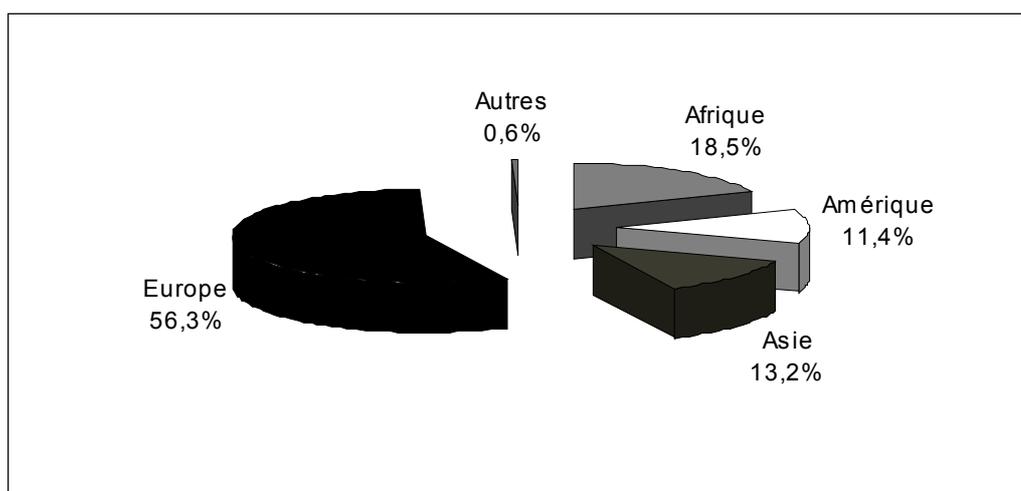
Tableau 4 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations ajustées de marchandises générales (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011
1. Exportations totales ajustées	317 891	408 530	470 701	570 131	599 454
2. Services de la dette	12 300	17 500	17 381	17 354	19 855
Service de la dette/Exportations	3,9%	4,3%	3,7%	3,0%	3,3%

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique et un repli de celle de l'Afrique. L'Europe demeure le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 56,3% de ses ventes en 2011, suivie de l'Afrique (18,5%), de l'Asie (13,2%) et de l'Amérique (11,4%) comme l'indique le graphique 7 suivant.

Graphique 7 : répartition des exportations par zone géographique en 2011



² Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations qui sera absorbée par le service de la dette. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Le maintien de l'Europe à sa place de premier client du Niger s'explique par l'accroissement du volume de l'uranium exporté en direction de ce continent. Les exportations d'or, essentiellement orientées vers la Suisse, contribuent également à la consolidation de cette prédominance.

Quant à l'Afrique, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 18,5% des échanges. Cette situation est due essentiellement à la bonne tenue des prix des produits agricoles exportés, en dépit des sous-estimations constatées au niveau des données officielles³.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries⁴ relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 9,3% des exportations du Niger en 2011 tout comme en 2010. Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons et du bétail, principalement en direction Bénin, du Sénégal, du Togo et de la Côte d'Ivoire. En effet, l'examen de la structure des exportations du Niger indique que la Côte d'Ivoire occupe la première place avec 31,30% des achats, suivie du Sénégal (23,06%), du Bénin (14,54%) et du Togo (14,57%). Les autres pays se partagent 7,03% des expéditions intra-UEMOA du Niger (cf. annexe 2.3).

La position de l'Asie est boostée par les ventes de l'uranium, ce qui la classe en troisième position devant l'Amérique. En effet, en ressortant à 59 836 millions, les exportations à destination de l'Asie, dominées par les expéditions d'uranium vers le Japon, enregistrent une hausse de 35%. L'Amérique, qui occupe la quatrième place, reçoit également les ventes d'uranium de la Société de Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN).

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 5 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes de la 6^{ème} édition du Manuel de balance des paiements.

Tableau 5 : Evolution des importations FOB de biens

Rubriques	(Montants en millions de F CFA)				
	2007	2008	2009	2010	2011
Marchandises générales	432 013	594 410	837 835	962 601	1 034 500
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations fob de biens	432 013	594 410	837 835	962 601	1 034 500
PIB nominal	2 052 960	2 419 700	2 548 400	2 832 300	3 025 500
Importations fob de biens /PIB	21,4%	25,0%	33,5%	34,00%	34,20%

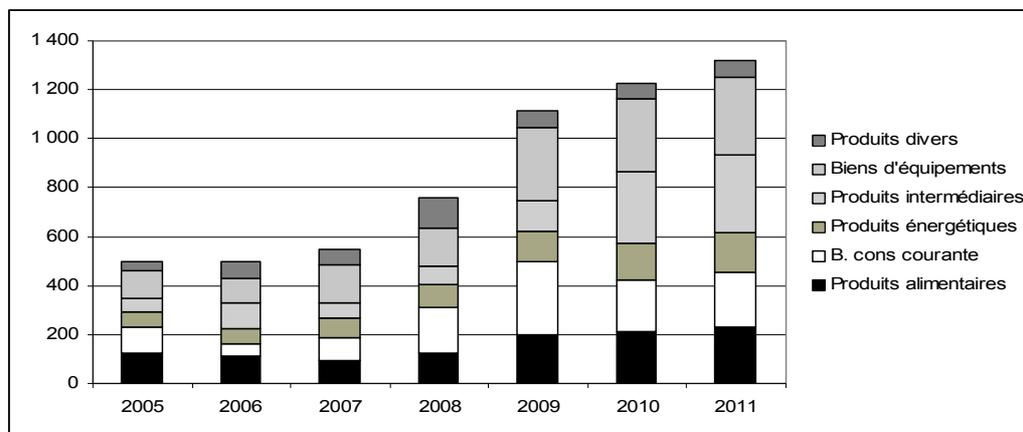
Source: BCEAO

³ En effet, les flux non-contrôlés, qui portent principalement sur les produits du cru, constituent une part importante des ventes du Niger en direction de ses partenaires de la sous-région.

⁴ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, la Banque Centrale a mis en place en 2007 une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 8 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

Graphique 8 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2004 à 2011



1.1.2.2. Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits (annexe 1.11) a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement constituent le groupe prédominant, avec 24,0% du total des achats à l'extérieur, suivis des biens intermédiaires (23,9%), des produits alimentaires (17,4%), des biens de consommation courante (16,9%) et énergétiques (12,4%). L'accroissement des importations des biens intermédiaires et d'équipement est en ligne avec l'intensification des investissements dans les secteurs minier et pétrolier ainsi que ceux de télécommunications et de BTP. Quant à la hausse des factures alimentaire et énergétique, elle résulte de l'envolée des prix de ces produits sur le marché mondial. La demande de produits alimentaires s'est également ressentie du contexte de crise alimentaire, consécutive au déficit céréalier de la campagne 2010/2011.

1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

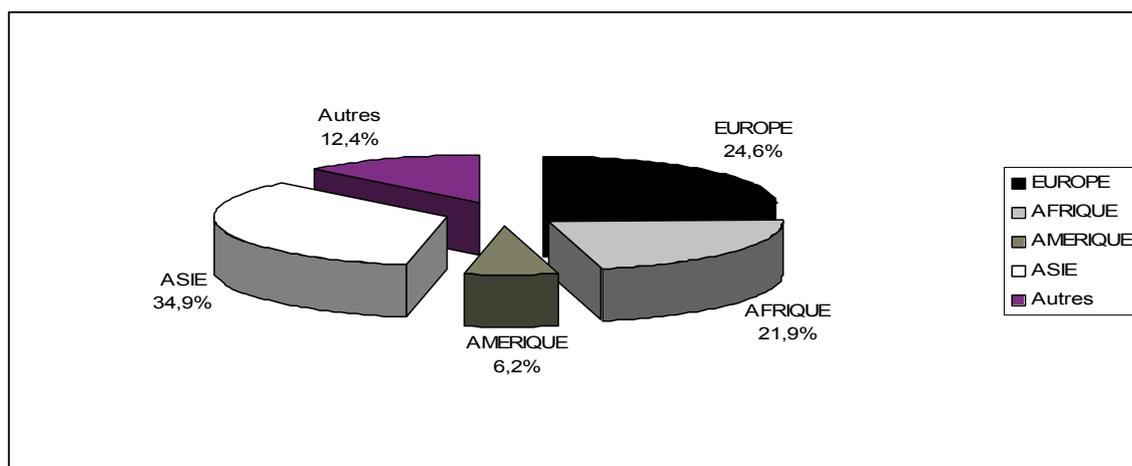
Comme l'indique l'annexe 1.12, la zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger, avec 34,9% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2011. Elle est suivie par l'Europe et l'Afrique avec respectivement 24,6% et 21,9% des marchandises importées. Quant à l'Amérique, elle a livré 6,2% des importations du Niger.

L'Asie fournit pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, des produits pétroliers, du matériel de bureau, des textiles, des friperies et du thé. Les importations de produits asiatiques sont ressorties à 317 337 millions en 2011 contre 487 144 millions en 2010. Cette diminution est essentiellement imputable au repli des impor-

tations de biens d'équipement et intermédiaires en provenance de la Chine, dont la part est passée de 36,0% en 2010 à 34,9% en 2011.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, du matériel de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules d'occasion et des produits de conserve. Elles ont baissé de 28,0%, pour ressortir à 223 624 millions en 2011 contre 310 713 millions un an plus tôt.

Graphique 9 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation (en 2011)



Au niveau du continent africain, 67,0% des marchandises proviennent de la Zone UEMOA. Les importations de cette zone sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales et des fruits et légumes. Les approvisionnements en provenance de la Zone UEMOA ont gagné 22,8 points de pourcentage pour s'établir à 133 699,0 millions à fin décembre 2011 contre 100 978,9 millions en 2010. Ces transactions sont dominées par le Togo (35,2%), suivi du Bénin (28,8%) et de la Côte d'Ivoire (17,5%).

1.2. Balance des services

Le solde des services s'est dégradé de 19 651,0 millions pour ressortir déficitaire de 378 013 millions en 2011. Cette situation est imputable aux évolutions des postes « transports », principalement le fret, divers services aux entreprises et services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

L'alourdissement de la facture des transports s'explique essentiellement par l'accroissement du fret des marchandises, en liaison avec la hausse des importations conjuguée à l'envolée du prix du carburant, qui constitue l'essentiel du coût du transport. Ce poste demeure le plus important en raison de l'enclavement du pays et de l'augmentation continue des importations. Quant à la consommation des autres services extérieurs (frais de mission et de

formation à l'étranger, services de consultation et des BTP, etc.), elle a également connu une progression significative. La poursuite de l'exploration dans les domaines minier et pétrolier, des travaux du barrage de Kandadji ainsi que l'intensification des activités dans la branche télécommunications expliquent l'essentiel de cette demande.

Tableau 6 : Evolution de la balance des services de 2007 à 2011

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011
Transports	-125 808	-173 557	-248 019	-265 205	-295 177
Voyages	5 626	4 652	5 785	6 771	5 497
Autres services	-16 285	-41 607	-57 580	-99 928	-88 333
Total balance des services	-136 467	-210 512	-299 742	-358 894	-378 013

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

En liaison avec l'évolution du fret, le solde déficitaire des transports s'est dégradé, passant de 265 205 millions en 2010 à 295 177 millions en 2011. Les dépenses nettes au titre du fret et des assurances, qui en sont la composante essentielle, se sont chiffrées à 270 252 millions, marquant ainsi une dégradation de 6 610 millions ou 2,5% par rapport à l'année 2010.

Tableau 7 : Evolution du poste "transports"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011
Transports	-125 808	-173 557	-248 019	-265 205	-295 177
- passagers	-7 509	-10 567	-13 186	-1 435	-1 438
- Fret	-118 528	-163 242	-234 953	-263 642	-270 252
- Autres	229	252	120	-660	-564
Importations CAF de marchandises	-550 541	-759 672	-1 116 328	-1 226 242	-1 318 300
Fret/Importations CAF	21,5%	21,5%	21,0%	21,5%	20,5%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 5 497 millions en 2011 contre 6 771 millions un an plus tôt. En effet, comme l'indique le tableau 8 ci-après, le poste voyage a affiché une baisse de 18,8% par rapport à l'année 2010, reflétant la diminution de l'activité touristique, induite par la crise en Europe et la situation sécuritaire dans le Nord du pays.

Tableau 8 : Evolution du poste "voyages"

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011
Voyages	5 626	4 652	5 785	6 771	5 497
- à titre professionnel	2 800	5 207	3 949	4 146	5 236
- à titre personnel	2 189	-555	1 836	2 625	261

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

L'examen de l'annexe 1.13 fait ressortir un solde déficitaire de 88 333 millions en 2011 contre 99 928 millions en 2010, soit une amélioration de 11 595 millions ou 11,6%. Cette évolution est essentiellement imputable à la fin des grands travaux de construction, notamment dans le domaine pétrolier et les BTP (fin des travaux de construction du deuxième pont de Niamey).

1.3. Compte des revenus primaires

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, et des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital.

Le solde des revenus primaires s'est dégradé de 2 263 millions pour s'établir à -24 100 millions, en liaison avec l'accroissement des paiements d'intérêts et des versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications, plus important que celui des salaires versés par les non-résidents aux résidents.

Tableau 9 : Evolution de la balance du revenu primaire

(Montants en millions de F CFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Rémunérations des salariés	14 564	14 835	15 085	15 572	12 059
Revenus des investissements	-14 775	-23 317	-31 409	-37 409	-36 159
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-2 700	-3 700	-4 781	-3 554	-7 410
Autres revenus primaires					
Revenus primaires nets	-211	-8 482	-16 324	-21 837	-24 100

Source : BCEAO

Les revenus des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents au personnel recruté localement et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 12 159 millions en 2011 contre 15 572 millions un an plus tôt.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est alourdi de 1 250 millions entre 2010 et 2011, en ressortant à -36 159 millions. Les versements de dividendes par les sociétés minières et celles des télécommunications constituent l'essentiel de ces flux. S'agissant des intérêts de la dette extérieure, ils se sont établis à 7 410 millions en 2011 contre 3 154 millions en 2010. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus d'investissements de 20,5%, en hausse de 11,0 points de pourcentage par rapport à 2010.

Tableau 10 : Evolution des revenus nets des investissements

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011
Total des revenus des investissements	-14 775	-23 317	-31 409	-37 409	-36 159
. Revenus des investissements directs	-10 618	-23 345	-25 126	-8 161	-29 145
. Intérêts sur la dette extérieure	-2 700	-3 700	-4 781	-3 554	-7 410
. Autres revenus primaires	-1 457	3 728	-3 502	-26 094	-3 069
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	18,30%	15,90%	14,30%	9,50%	20,50%

Source : BCEAO

1.4. Compte des revenus secondaires

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées en 2011 sont ressorties à 56 500 millions contre 47 200 millions en 2010. La fin de la transition politique, l'installation des nouvelles autorités issues des élections démocratiques et le maintien d'un climat social apaisé expliquent la reprise des appuis budgétaires. S'agissant des aides en espèces et en nature, reçues par les organes officiels de l'Etat, en l'occurrence la Cellule Crise Alimentaire (CCA), elles sont évaluées à 22 533 millions en 2011.

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG ont augmenté de 26,8% pour s'établir à 82 858 millions, en dépit du repli des envois de fonds des travailleurs suite aux crises financière en Europe et politique en Libye et en Côte d'Ivoire.

Au total, le solde des revenus secondaires s'est établi à 161 891 millions contre 222 076 millions un an plus tôt, en rapport avec le repli des transferts publics notamment les aides alimentaires.

Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu secondaire

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011
- Administration publique	44 781	53 577	17 298	156 726	79 033
. dont aides budgétaires	27 600	35 600	5 900	47 200	56 500
- Autres secteurs	44 010	49 570	53 933	65 350	82 858
. dont envois de fonds des travailleurs	14 833	17 149	21 046	15 191	13 636
Total des revenus secondaires	88 791	103 147	71 231	222 076	161 891

Source : BCEAO

II - Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde global de ce compte s'est situé à 68 523 millions en 2011 contre 96 985 millions en 2010. Cette baisse s'explique essentiellement par le recul des dons projets suite aux retards observés dans la relance effective de la coopération après le contexte de transition politique.

Tableau 12 : Evolution du compte de capital

Rubriques	(Montants en millions de F CFA)				
	2007	2008	2009	2010	2011
- Transferts de capital Adm. Publ.	94 438	110 881	109 169	82 995	57 157
. Remise de dette	0	0	3 669	0	0
. Autres transferts	94 349	110 881	105 500	82 983	57 157
- Transferts des autres secteurs	6 929	4 016	11 227	14 030	14 687
Total des transferts de capital	101 367	114 897	120 396	97 025	71 844
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	27 480	123 375	-38	-40	-3 321
Total compte de capital	128 847	238 272	120 358	96 985	68 523

Source : BCEAO

III. Compte financier

Le compte financier retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers dans la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements. Ainsi, le solde financier est passé de -567 566 millions en 2010 à -583 627 millions en 2011. Cette évolution traduit principalement l'accroissement des flux de capitaux privés étrangers, sous forme de financements bancaires et d'apports des investisseurs directs. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -498 528 millions en 2011 contre -495 304 millions en 2010, traduisant le regain d'intérêt pour l'exploration minière et pétrolière ainsi que la poursuite des investissements dans les télécommunications.

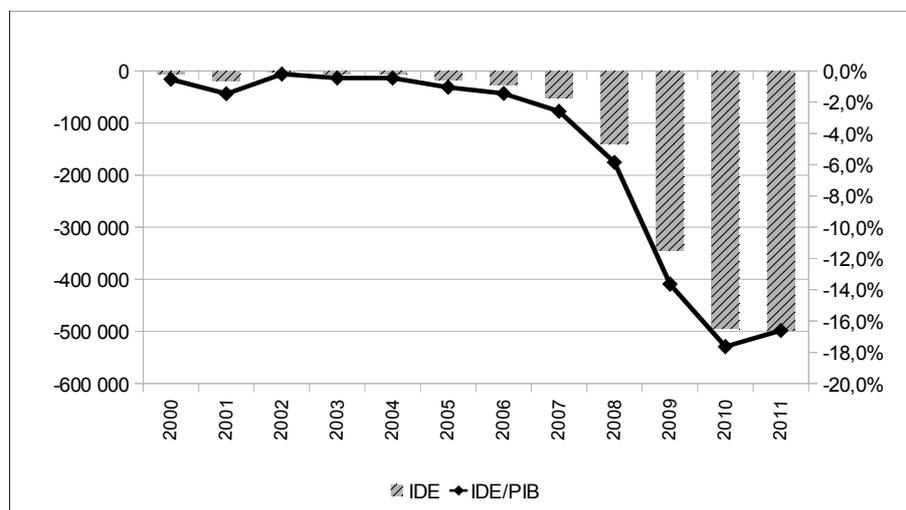
Tableau 13 : Evolution du compte des opérations financières

Rubriques	(Montants en millions de F CFA)				
	2007	2008	2009	2010	2011
- Investissements directs	-57 984	-141 531	-345 407	-495 304	-498 528
- Investissements de portefeuille	2 994	5 450	-7 409	-9 588	-8 704
- Dérivés financiers					-94
- Autres investissements	-61 546	-15 786	-65 457	-62 674	-76 301
Total des opérations financières	-116 536	-151 867	-418 273	-567 566	-583 627

Source : BCEAO

Comme l'indique le graphique 10 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) a présenté une tendance haussière continue à partir de 2002, traduisant le dynamisme du secteur des télécommunications et l'intensification des activités aurifères dont l'exploitation a commencé en octobre 2004. Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier.

Graphique 10 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) entre 2000 et 2011



V – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des avoirs extérieurs nets traduit un excédent.

Pour l'année 2011, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire ont diminué de 29 457 millions en passant de 292 916 millions en 2010 à 263 459 millions en 2011. L'évolution à la hausse du cours du DTS par rapport au franc CFA, d'une année à l'autre, s'est traduite par une augmentation des engagements bruts de la Banque Centrale vis-à-vis du FMI à hauteur de 275 millions⁵. Le flux enregistré en balance des paiements a été corrigé de cette variation.

5.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 340 483 millions en 2010 à 314 137 millions en 2011, soit une diminution de 26 346 millions. Le tableau 18 ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements officiels depuis 2007.

⁵ Le DTS s'est, apprécié de 2,3%, passant de 760,7 FCFA au 31 décembre 2010 à 778,3 FCFA au 31 décembre 2011.

Tableau 14 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	Variation 2010/2011
Avoirs extérieurs	262 461	334 711	296 970	374 459	344 796	-29 664
Position de réserve	4 306	8 572	4 645	7 501	10 314	2 813
DTS détenus	30	696	38 757	41 291	42 236	945
Avoirs en devises	258 125	325 443	253 568	325 667	292 246	-33 422
Autres créances						
Engagements extérieurs	21 740	33 632	27 873	33 976	30 658	-3 318
Recours aux crédits FMI	17 871	23 885	25 833	29 960	28 369	-1 592
Banques et institutions étrangères	2 635	6 793	2 030	4 016	2 290	-1 726
Engagements en monnaies étrang.						
Autres Dépôts Etrangers						
Transferts à exécuter	1 234	2 954	10	0	0	0
Avoirs extérieurs nets	240 721	301 079	269 097	340 483	314 137	-26 346

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 14 ci-dessus révèle que la baisse des avoirs officiels nets en 2011 provient principalement de la diminution des avoirs en devises de 33 422 millions, atténuée par celle des engagements envers le FMI (-1 592 millions) et les banques et institutions étrangères (-1 726 millions).

5.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques se sont dégradés de 2 003 millions en passant de 310 millions en 2010 à -1 693 millions en 2011. Cette situation reflète une accumulation d'engagements extérieurs, partiellement compensée par la progression des avoirs, comme l'indique le tableau 15 ci-après.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements des banques

(Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2010	2011	Variation 2010/2011
Avoirs	121 240	129 327	8 087
Engagements	-120 930	-131 020	-10 090
Position monétaire extérieure (1)	310	-1 693	-2 003

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

5.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

En 2011, l'évolution du secteur monétaire s'est traduite par une dégradation de 28 349 millions, imputable à une baisse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Banque

Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie nette négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 28 074 millions en 2011 contre un solde excédentaire de 96 588 millions en 2010.

Tableau 16 : Evolution des avoirs extérieurs nets (AEN)

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011
Variation des AEN de la BC	-72 357	-60 359	73 069	-71 365	26 346
Variation des AEN du sect. Banc.	3 196	-11 898	18 110	-30 698	2 003
Solde monétaire	-69 161	-72 257	91 179	-102 063	28 349
Réévaluation	810	-439	-1 425	5 475	-275
Solde global de la balance des paiements	68 351	72 696	-89 754	96 588	-28 074

Source : BCEAO

VI – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des engagements financiers des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent l'évaluation du stock des avoirs et engagements entre le début et la fin de l'année.

A fin 2011, la PEG du Niger s'est située à -1 447 394 millions contre un solde de -813 951 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 633 443 millions. Ce résultat traduit un accroissement des engagements plus rapide que celui des avoirs, en liaison principalement avec l'accumulation des capitaux privés étrangers.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2011 sont retracés à l'annexe 1.18.

Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1 267 117,0 millions en 2011, en hausse de 41 597,0 millions par rapport à 2010. Cette hausse résulte de l'augmentation des « autres investissements » (+60 700 millions) partiellement compensée par une diminution des avoirs de réserves (-29 545 millions).

Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 2 714 511 millions en 2011 contre 2 039 471 millions en 2010, en progression de 675 040 millions essentiellement imputable à la hausse des « investissements directs étrangers » (+503 371 millions) et des « autres investissements » (+157 979 millions).

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 28 074 millions, en dégradation de 124 662,0 millions par rapport à celui de l'année 2010, qui était excédentaire de 96 588 millions. Cette évolution résulte de l'effet conjugué d'une aggravation du déficit courant, du repli de l'excédent du compte de capital et de la hausse de celui du compte financier.

Le déficit du compte courant s'est creusé, en passant de 561 467 millions en 2010 à 675 268 millions en 2011. Cette orientation reflète la détérioration de la balance des biens, des services et des revenus primaires et secondaires. Le solde commercial a subi l'influence d'un accroissement des importations (+61 557 millions ou 6,3%) nettement supérieur à celui des exportations (+28 920 millions ou +5,1%). La dégradation de la balance des services s'explique par les dépenses de fret et la consommation des autres services dans les secteurs minier et pétrolier. S'agissant des revenus primaires et secondaires, leur détérioration résulte du recul de leurs composantes publique et privée. Le recul de l'excédent du solde des revenus secondaires traduit un retour à la normale, après les appuis importants reçus en 2010 dans le cadre de la gestion de la crise alimentaire, née du déficit céréalier de la campagne agricole 2009/2010. Quant au repli du solde des revenus primaires, il résulte de l'accroissement des paiements d'intérêts et des versements de dividendes par les sociétés minières et celles de télécommunications, plus important que celui des salaires reçus des non résidents.

Le solde positif du compte de capital a baissé en raison principalement du repli des flux de dons projets, dont les effets ont été atténués par la hausse des tirages publics sur les prêts extérieurs. Cet excédent est passé, ainsi, de 96 985 millions en 2010 à 68 523,0 millions en 2011, soit une baisse de 29,3%.

S'agissant du solde financier, il s'est situé à -583 627 millions en 2011 contre -567 566 millions en 2010. Cette évolution traduit principalement l'accroissement des flux de capitaux privés étrangers, sous forme de financements bancaires et d'apports des investisseurs directs. En effet, les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -498 465 millions en 2011 contre -495 304 millions en 2010, traduisant le regain d'intérêt pour l'exploration minière et pétrolière ainsi que la poursuite des investissements dans les télécommunications.

ANNEXES

Pages**ANNEXE SOMMAIRE**

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	33
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	34
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	35
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	36
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	36
Annexe 1.6 : Compte de biens	36
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	36
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	37
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	37
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	38
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	38
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	39
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	40
Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire	40
Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire	40
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	41
Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières	41
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	42
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	43
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	44
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2011 (Optique FMI)	45
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2011 à partir des statistiques officielles	53
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2011	53
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2011	54
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2010	54
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2011	55
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2010	55
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2011	56
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010	56

ANNEXE :

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	899 249	1 574 517	-675 268
1.A	Biens et services	632 144	1 445 203	-813 059
1.A.a	Biens	599 454	1 034 500	-435 046
1.A.a.1	Marchandises générales	553 371	1 034 500	-481 129
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	46 443	0	46 443
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	16	0	16
1.A.a.3	Or non monétaire	46 067	0	46 067
1.A.b	Services	32 690	410 703	-378 013
1.A.b.3	Transport	2 478	297 655	-295 177
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0	270 252	-270 252
1.A.b.4	Voyage	24 173	18 676	5 497
1.A.b.0	Autres services	6 039	94 372	-88 333
1.B	Revenus primaires	44 228	68 328	-24 100
1.B.1	Revenus des salariés	34 864	22 805	12 059
1.B.2	Revenus des investissements	9 364	45 523	-36 159
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0
1.C	Revenus secondaires	222 877	60 986	161 891
1.C.1	Administrations publiques	79 150	117	79 033
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	56 500	0	56 500
1.C.2	Autres secteurs	143 727	60 869	82 858
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	43 429	29 793	13 636
2	Compte de capital	71 857	3 334	68 523
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	3321	-3321
2.2	Transfert en capital	71 857	13	71 844
2.2.1	Administrations publiques	57 157	0	57 157
	<i>Remises de dettes</i>	164	0	164
2.2.2	Autres secteurs	14 700	13	14 687
3	Compte financier	25 623	639 986	-611 701
3.1	Investissements directs	4 382	502 910	-498 528
3.2	Investissements de portefeuille	4 939	13 643	-8 704
3.3	Dérivés financiers	-94	0	-94
3.4	Autres investissements	47 132	123 433	-73 639
3.5	Avoirs de réserves	-30 736		-30 736
6	Erreurs et omissions nettes	-938 409	-933 453	-4 956

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	899 249	1 574 517	-675 268
1.A	Biens et services	632 144	1 445 203	-813 059
1.A.a	Biens	599 454	1 034 500	-435 046
1.A.a.1	Marchandises générales	553 371	1 034 500	-481 129
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	46 443	0	46 443
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	16	0	16
1.A.a.3	Or non monétaire	46 067	0	46 067
1.A.b	Services	32 690	410 703	-378 013
1.A.b.3	Transport	2 478	297 655	-295 177
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	0	270 252	-270 252
1.A.b.4	Voyage	24 173	18 676	5 497
1.A.b.0	Autres services	6 039	94 372	-88 333
1.B	Revenus primaires	44 228	68 328	-24 100
1.B.1	Revenus des salariés	34 864	22 805	12 059
1.B.2	Revenus des investissements	9 364	45 523	-36 159
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0	0
1.C	Revenus secondaires	222 877	60 986	161 891
1.C.1	Administrations publiques	79 150	117	79 033
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	56 500	0	56 500
1.C.2	Autres secteurs	143 727	60 869	82 858
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	43 429	29 793	13 636
2	Compte de capital	71 857	3 334	68 523
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	3 321	-3 321
2.2	Transfert en capital	71 857	13	71 844
2.2.1	Administrations publiques	57 157	0	57 157
	<i>Remises de dettes</i>	164	0	164
2.2.2	Autres secteurs	14 700	13	14 687
3	Compte financier	56 359	639 986	-583 627
3.1	Investissements directs	4 382	502 910	-498 528
3.2	Investissements de portefeuille	4 939	13 643	-8 704
3.3	Dérivés financiers	-94	0	-94
3.4	Autres investissements	47 132	123 433	-76 301
	Administration publique	0	12 125	-12 125
3.5	Autres secteurs	-1 552	111 308	-112 860
6	Erreurs et omissions nettes	-938 409	-933 453	-4 956
7	Solde global	-23 662	4 412	-28 074
8	Avoirs et engagements extérieurs	23 662	-4 412	28 074
8.1	Banque centrale	30 736	3 977	26 759
8.2	Autres institutions de dépôts	-7 074	-8 389	1 315

Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Poste	2007	2008	2009	2010	2011
1	Compte des transactions courantes	-168 350	-311 718	-621 322	-561 467	-675 268
1.A	Biens et services	-256 930	-406 383	-676 229	-761 706	-813 059
1.A.a	Biens	-120 463	-195 871	-376 487	-402 812	-435 046
1.A.a.1	Marchandises générales	-150 859	-223 992	-406 033	-453 883	-481 129
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	26 835	24 721	25 694	45 707	46 443
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce					
1.A.a.3	Or non monétaire	25 500	26 400	29 100	46 400	46 067
1.A.b	Services	-136 467	-210 512	-299 742	-358 894	-378 013
1.A.b.3	Transport	-125 808	-173 557	-248 019	-265 205	-295 177
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-118 528	-163 242	-234 953	-263 642	-270 252
1.A.b.4	Voyage	5 626	4 652	5 785	6 771	5 497
1.A.b.0	Autres services	-16 285	-41 607	-57 508	-99 928	-88 333
1.B	Revenus primaires	-211	-8 482	-16 324	-21 837	-24 100
1.B.1	Revenus des salariés	14 564	14 835	15 085	15 572	12 059
1.B.2	Revenus des investissements	-14 775	-23 317	-31 409	-37 409	-36 159
1.B.3	Autres revenus primaires					
1.C	Revenus secondaires	88 791	103 147	71 231	222 076	161 891
1.C.1	Administrations publiques	44 781	53 577	17 289	156 726	79 033
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	27 600	35 600	5 900	47 200	56 500
1.C.2	Autres secteurs	44 010	49 570	53 933	65 350	82 858
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	14 833	17 147	21 046	15 191	13 636
2	Compte de capital	128 847	238 272	120 358	96 985	68 523
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	27 480	123 375	-38	-40	-3 321
2.2	Transfert en capital	101 367	114 897	120 396	97 025	71 844
2.2.1	Administrations publiques	94 438	110 881	109 169	82 995	57 157
	<i>Remises de dettes</i>	-	-	3 669		164
2.2.2	Autres secteurs	6 929	4 016	11 227	14 030	14 687
3	Compte financier	-116 536	-151 867	-418 273	-567 566	-583 627
3.1	Investissements directs	-57 984	-141 531	-345 407	-495 304	-498 528
3.2	Investissements de portefeuille	2 994	5 450	-7 409	-9 588	-8 704
3.3	Dérivés financiers					-94
3.4	Autres investissements	-61 546	-15 786	-65 457	-62 674	-76 301
3.4.0.3	Administration publique	-45 545	-20 300	-31 040	-13 855	-12 125
3.4.0.4	Autres secteurs	-16 001	4 514	-34 417	-48 819	-112 860
6	Erreurs et omissions nettes	-8 682	-5 725	-7 063	-6 496	-4 956
7	Solde global	68 351	72 696	-89 754	96 588	-28 074
8	Avoirs et engagements extérieurs	-68 351	-72 696	89 754	-96 588	28 074
8.1	Banque centrale	-71 547	-60 797	70 719	-67 666	26 759
8.2	Autres institutions de dépôts	3 196	-11 899	18 110	-28 922	1 315

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Biens et services	-256 930	-406 383	-676 229	-761 706	-813 059
Biens	-120 463	-195 871	-376 487	-402 812	-435 046
Services	-136 467	-210 512	-299 742	-358 894	-378 013
Revenus primaires	-211	-8 482	-16 324	-21 837	-24 100
Revenus secondaires	88 791	103 147	71 231	222 076	161 891
Solde du compte courant	-168 350	-311 718	-621 322	-561 467	-675 268
Solde du compte courant (hors dons)	-213 131	-365 295	-638 611	-718 193	-754 301
PIB Nominal	2 052 962	2 419 654	2 548 400	2 832 300	3 025 500
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-8,2%	-12,9%	-24,4%	-19,8%	-22,3%
Solde du compte courant (hors dons)	-10,4%	-15,1%	-25,1%	-25,4%	-24,9%
Dons	44 781	53 577	17 289	156 726	79 033,0

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Exportations de biens et services	358 453	467 120	517 883	628 718	632 144
Importations de biens et services	615 383	873 503	1 194 112	1 390 424	1 445 203
Balance commerciale de biens et services	-256 930	-406 383	-676 229	-761 706	-813 059
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	58,2%	53,5%	43,4%	45,2%	43,7%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	47,4%	55,4%	67,2%	71,3%	68,7%

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Exportations de biens	317 891	408 530	470 701	570 131	599 454
Importations de biens	438 354	604 401	847 188	972 943	1 034 500
Balance commerciale de biens	-120 463	-195 871	-376 487	-402 812	-435 046
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	72,5%	67,6%	55,6%	58,6%	57,9%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	36,8%	41,9%	51,7%	54,5%	54,0%
	-5,9%	-8,1%	-14,8%	-14,2%	-14,4%

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Marchandises générales	281 154	370 418	431 112	523 722	553 371
<i>Dont réexportations</i>	33 629	26 835	24 721	45 707	46 443
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce					16
Or non monétaire	25 529	26 375	29 137	46 409	46 067
Total exportations de biens	317 891	408 530	470 701	570 131	599 454

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Uranium	143 058	198 188	195 585	242 250	317 091
Bétail	37 847	49 748	50 643	58 137	64 651
Oignons	42 110	42 090	40 280	39 760	35 440
Niébé	19 152	41 786	57 791	52 796	43 740
Or non monétaire	25 529	26 375	29 137	46 409	46 067
Autres march. génés.	50 195	50 343	97 265	130 779	92 465
dont réexportation	26 815	26 082	26 287	45 707	46 443
Total exportations de biens	317 891	408 530	470 701	570 131	599 454

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises*(Valeur en millions FCFA)*

ZONES GEOGRAPHIQUES	2007	2008	2009	2010	2011
EUROPE	127 959	160 469	176 440	181 324	255 074
UNION EUROPEENNE	109 216	142 827	144 803	142 302	221 211
France	99 755	116 622	129 864	133 206	203 518
Espagne	6 821	8 095	2 730	467	10 823
Allemagne	286	17 642	53	261	6 870
Suisse	18 743	17 642	31 637	39 022	33 863
AFRIQUE	32 351	100 698	122 901	128 383	83 951
UEMOA	7 394	10 402	37 112	36 646	42 359
Bénin	1 256	1 676	17 137	7 257	13 671
Burkina	984	1 682	5 904	9 993	2 904
Côte d'Ivoire	4 626	6 866	1 555	5 883	6 173
Guinée-Bissau	0	0	375	276	268
Mali	147	64	4 145	5 002	5 800
Sénégal	18	14	990	3 765	4 568
Togo	363	100	7 006	4 470	8 975
CEDEAO (hors UEMOA)	24 159	89 132	84 308	91 475	41 267
Nigeria	19 406	80 295	80 552	77 384	24 529
Ghana	4 753	8 837	3 756	14 091	16 738
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	798	1 164	1 481	262	325
AMERIQUE	15 037	48 612	68 038	40 398	51 822
USA	13 044	46 578	67 952	39 980	51 661
Canada	357	379	86	55	43
Autres	1 636	1 655	0	363	118
ASIE	39 376	40 048	31 353	38 415	59 836
Japon	31 871	32 997	30 190	34 094	46 041
Autres pays	2 912	5 319	4 502	4 321	2 664
TOTAL	217 635	355 146	403 234	392 841	453 347

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la sixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Marchandises générales	432 013	594 410	837 835	962 601	1 034 500
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	432 013	594 410	837 835	962 601	1 034 500
Importations de biens / PIB	21,0%	24,6%	33,1%	34,3%	34,2%

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Produits alimentaires	91 288	123 738	200 661	211 036	229 900
Autres biens de consommation courante	97 418	189 081	295 800	209 806	223 020
Produits énergétiques	77 345	91 426	122 952	154 344	163 400
Matières premières et biens intermédiaires	61 066	75 020	128 554	291 037	315 308
Biens d'équipement	115 985	152 394	293 100	295 707	316 800
Produits divers	107 439	128 013	75 261	64 312	69 872
Total importations de biens CAF	550 541	759 672	1 116 328	1 226 242	1 318 300
Total importations de biens FOB	432 013	594 410	837 835	962 601	1 034 500

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2007	2008	2009	2010	2011
EUROPE	161 908	174 093	228 505	310 713	223 624
UNION EUROPEENNE	156 531	163 155	214 795	306 055	201 450
France	84 933	69 702	91 763	124 257	104 664
Royaume-Uni	17 131	17 339	22 827	58 322	17 425
Allemagne	13 617	12 021	15 826	23 054	27 201
Pays-Bas	10 866	40 319	53 080	36 147	21 812
Espagne	2 839	4 678	6 159	5 909	6 784
Italie	5 761	6 082	8 007	6 407	8 587
AUTRES PAYS DE L'UE	21 384	13 014	17 133	51 959	14 978
AUTRES PAYS D'EUROPE	5 377	10 939	13 710	4 658	22 174
AFRIQUE	119 054	140 440	186 966	228 707	199 642
UEMOA	77 218	82 739	132 359	100 978	133 699
Bénin	9 632	6 022	40 202	14 561	38 463
Burkina	7 932	10 952	15 563	13 777	11 882
Côte d'Ivoire	36 417	31 602	36 046	29 934	23 396
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0
Mali	934	2 235	8 790	6 533	6 918
Sénégal	3 985	4 701	4 751	5 040	6 045
Togo	18 318	27 227	27 007	31 133	46 996
CEDEAO (hors UEMOA)	27 938	33 915	44 851	102 621	49 003
Nigeria	21 481	26 040	38 760	73 900	42 075
Ghana	6 457	7 875	6 091	28 722	6 928
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	13 899	23 787	9 756	25 108	16 940
AMERIQUE	58 576	64 931	53 780	88 077	56 194
USA	40 965	42 569	35 469	64 882	30 730
Brésil	1 917	3 088	2 558	2 419	6 723
Argentine	15 694	19 274	15 753	20 776	8 075
ASIE	98 177	166 777	298 584	487 144	317 337
Japon	21 757	20 340	27 225	36 096	28 525
Pakistan	8 824	17 836	10 291	6 411	10 246
Rep,Pop,Chine	31 404	70 143	212 306	405 163	236 554
Inde	14 425	13 017	13 922	5 353	9 074
Arabie Saoudite	477	915	0	0	789
Thaïlande	3 570	19 205	17 535	7 672	9 160
Autres	17 720	25 321	17 305	26 449	22 989
Autres pays	14 619	24 350	52 693	11 796	113 123
TOTAL	452 335	570 592	820 528	1 126 436	909 920

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la sixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Transport	-125 808	-173 557	-248 019	-265 205	-295 177,0
<i>Dont fret</i>	-118 528	-163 242	-234 953	-263 642	-270 252,0
Voyage	5 626	4 652	5 785	6 771	5 497,0
Autres services	-16 285	-41 607	-57 508	-99 928	-88 333,0
Total services nets	-136 467	-210 512	-299 742	-358 362	-378 013

Annexe 1.14 : Evolution du compte des revenus primaires*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Rémunérations des salariés	14 564,0	14 835,0	15 085,0	15 572,0	12 059,0
Revenus des investissements	-14 775,0	-23 317,0	-31 409,0	-37 409,0	-36 159,0
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-2 700,0	-3 700,0	-4 781,0	-3 554,0	-7 410,0
Autres revenus primaires					
Revenu primaire net	-211,0	-8 482,0	-16 324,0	-21 837,0	-24 100,0

Annexe 1.15 : Evolution du compte des revenus secondaires*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Administration publique	44 781	53 577	17 298	156 726	79 033
<i>Dont aide budgétaire</i>	27 600	35 600	5 900	47 200	56 500
Autres secteurs	44 010	49 570	53 933	65 350	82 858
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	14 833	17 147	21 046	15 191	13 636
Revenu secondaire net	88 791	103 147	71 231	222 076	161 891

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2011
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	27 480	123 375	-38	-40	-3 321
Transferts de capital	101 367	114 897	120 396	97 025	71 844
Administration publique	94 438	110 881	109 169	82 995	57 157
<i>Dont remises de dettes</i>	-	-	3 669		4 200
Autres secteurs	6 929	4 016	11 227	14 030	14 687
Solde du compte de capital	128 847	238 272	120 358	96 985	68 523

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

Poste	2007	2008	2009	2010	2 011
Investissements directs	-57 984	-141 531	-345 407	-495 304	-498 528
Investissements de portefeuille	2 994	5 450	-7 409	-9 588	-8 704
Dérivés financiers					-94
Autres investissements	-61 546	-15 786	-65 457	-62 674	-76 301
Solde du compte financier	-116 536	-151 867	-418 273	-567 566	-583 627

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette*(En millions de FCFA)*

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 225 520	2 816	1 267 117
1	Investissements directs	18 140	1 125	23 647
2	Investissements de portefeuille	88 179	90	93 208
3	Dérivés financiers	142	0	48
4	Autres investissements	744 600	410	805 300
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	48 248	-12	39 337
4.3	Prêts	20 915	0	34 541
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	1 414	13	1 464
4.5	Crédits commerciaux	672 019	409	727 159
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	2 004	0	2 799
5	Avoirs de réserves	374 459	1 191	344 914
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	41 291	957	42 348
5.3	Position de réserve au FMI	7 501	234	10 313
5.4	Autres avoirs de réserve	325 667	0	292 253
B	Stocks de passifs financiers	2 039 471	24 558	2 714 511
1	Investissements directs	1 131 757	461	1 635 128
2	Investissements de portefeuille	28 136	47	41 826
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	879 578	24 050	1 037 557
4.2	Autres titres de participation			
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	68 562	17 650	67 778
4.4	Prêts	598 058	5 290	649 291
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	0	0
4.6	Crédits commerciaux	163 277	0	269 741
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	1 805	0	1 761
4.8	Droits de tirage spéciaux	0	0	0
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-813 951	-21 742	-1 447 394

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	344 914	130 842	0	791 361	3 455	787 906	1 267 117
1	Investissements directs	0	0	0	23 647	0	23 647	23 647
2	Investissements de portefeuille	0	63 179	0	30 029	1 928	28 101	93 208
3	Dérivés financiers	0	0	0	48	48	0	48
4	Autres investissements	0	67 663	0	737 637	1 479	736 158	805 300
5	Avoirs de réserves	344 914	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	344 914
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	42 348	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	42 348
5.3	Position de réserve au FMI	10 313	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	10 313
5.4	Autres avoirs de réserve	292 253	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	292 253
	Stocks de passifs financiers	35 897	148 209	477 149	2 053 256	0	2 053 256	2 714 511
1	Investissements directs	0	0	0	1 635 128	0	1 635 128	1 635 128
2	Investissements de portefeuille	0	4 483	0	37 343	0	37 343	41 826
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	35 897	143 726	477 149	380 785	0	380 785	1 037 557
	Position extérieure globale nette	309 017	-17 367	-477 149	-1 261 895	3 455	-1 265 350	-1 447 394

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	128 325	21 654	1 117 138	1 267 117
1	Investissements directs	11 010	1 162	11 475	23 647
2	Investissements de portefeuille	64 315	500	28 393	93 208
3	Dérivés financiers	0	48	0	48
4	Autres investissements	63 143	19 944	722 213	805 300
5	Avoirs de réserves	-10 143	0	355 057	344 914
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	42 348	42 348
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	10 313	10 313
5.4	Autres avoirs de réserve	-10 143	0	302 396	292 253
	Stocks de passifs financiers	241 141	6 936	2 466 434	2 714 511
1	Investissements directs	24 087	2 155	1 608 886	1 635 128
2	Investissements de portefeuille	4 029	454	37 343	41 826
3	Dérivés financiers	0	0	0	
4	Autres investissements	213 025	4 327	820 205	1 037 557
	Position extérieure globale nette	-112 816	14 718	-1 349 296	-1 447 394

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	1. Compte des transactions courantes	899 249	1 574 517	-675 268
1.A	. -- Biens et services	632 144	1 445 203	-813 059
1.A.a	. ---- Biens	599 454	1 034 500	-435 046
1.A.a.1	. ----- Marchandises générales, base balance des paiements	553 371	1 034 500	-481 129
1.A.a.1.1	. ----- Dont : Réexportations	46 443	0	46 443
1.A.a.2	. ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	16	0	16
1.A.a.2.1	. ----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	16	0	16
1.A.a.2.2	. ----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. ----- Or non monétaire	46 067	0	46 067
1.A.b	. ---- Services	32 690	410 703	-378 013
1.A.b.1	. ----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	0	0
1.A.b.1.1	. ----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. ----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.2	. ----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	1 638	-1 638
1.A.b.3	. ----- Transport	2 478	297 655	-295 177
1.A.b.3.0	. ----- Pour tous les modes de transports	2 478	297 300	-294 822
1.A.b.3.0.1	. ----- Voyageurs	1 277	7 842	-6 565
1.A.3.0.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	180	0	180
1.A.b.3.0.2	. ----- Fret	0	270 252	-270 252
1.A.b.3.0.3	. ----- Autres	1 201	19 206	-18 005
1.A.b.3.1	. ----- Transports maritimes	0	270 232	-270 232
1.A.b.3.1.1	. ----- Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. ----- Fret	0	270 232	-270 232
1.A.b.3.1.3	. ----- Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	. ----- Transports aériens	1 917	7 540	-5 623
1.A.b.3.2.1	. ----- Voyageurs	716	7 520	-6 804
1.A.b.3.2.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. ----- Fret	0	20	-20
1.A.b.3.2.3	. ----- Autres	1 201	0	1 201
1.A.b.3.3	. ----- Autres modes de transport	561	19 528	-18 967
1.A.b.3.3.1	. ----- Voyageurs	561	322	239
1.A.b.3.3.1.1	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	180	0	180
1.A.b.3.3.2	. ----- Fret	0	0	0
1.A.b.3.3.3	. ----- Autres	0	19 206	-19 206
1.A.b.3.4	. ----- Services postaux et services de messagerie	0	355	-355
1.A.b.4	. ----- Voyages	24 173	18 676	5 497
1.A.b.4.1	. ----- À titre professionnel	16 222	10 986	5 236
1.A.b.4.1.1	. ----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. ----- Autres	16 222	10 986	5 236
1.A.b.4.2	. ----- À titre personnel	7 951	7 690	261
1.A.b.4.2.1	. ----- Santé	0	122	-122
1.A.b.4.2.2	. ----- Éducation	0	994	-994
1.A.b.4.2.3	. ----- Autres	7 951	6 574	1 377

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	. . . . . Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	1 323	84	1 239
1.A.b.4.0.1	. . . . . Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	. . . . . Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	. . . . . Services d'hébergement	1 323	0	1 323
1.A.b.4.0.4	. . . . . Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	. . . . . Autres services	0	84	-84
1.A.b.4.0.5.1	. . . . . Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	. . . . . Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	. . . . . Travaux de construction	0	84	-84
1.A.b.5.1	. . . . . Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	. . . . . Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	84	-84
1.A.b.6	. . . . . Services d'assurance et de retraite	9	4 313	-4 304
1.A.b.6.1	. . . . . Assurance directe	9	1 699	-1 690
1.A.b.6.2	. . . . . Réassurance	0	1 232	-1 232
1.A.b.6.3	. . . . . Services auxiliaires d'assurance	0	891	-891
1.A.b.6.4	. . . . . Services de retraite et de garantie standardisée	0	491	-491
1.A.b.7	. . . . . Services financiers	60	999	-939
1.A.b.7.1	. . . . . Services financiers explicitement facturés et autres	60	999	-939
1.A.b.7.2	. . . . . Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	. . . . . Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	. . . . . Services de télécommunications, d'informatique et d'information	208	80 829	-80 621
1.A.b.9.1	. . . . . Services de télécommunications	208	77 496	-77 288
1.A.b.9.2	. . . . . Services d'informatique	0	2 276	-2 276
1.A.b.9.3	. . . . . Services d'information	0	1 057	-1 057
1.A.b.10	. . . . . Autres services aux entreprises	3 177	5 621	-2 444
1.A.b.10.1	. . . . . Services de recherche-développement	0	337	-337
1.A.b.10.2	. . . . . Services spécialisés et services de conseil en gestion	2 861	708	2 153
1.A.b.10.3	. . . . . Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	316	4 576	-4 260
1.A.b.11	. . . . . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.11.1	. . . . . Services audio-visuels et connexes	0	0	0
1.A.b.11.2	. . . . . Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	. . . . . Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	2 585	888	1 697
1.A.b.0.1	. . . . . Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	. . . Revenu primaire	44 228	68 328	-24 100
1.B.1	. . . . Rémunération des salariés	34 864	22 805	12 059
1.B.2	. . . . Revenus des investissements	9 364	45 523	-36 159
1.B.2.1	. . . . . Investissements directs	545	28 494	-27 949
1.B.2.1.1	. . . . . Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	486	6 237	-5 751
1.B.2.1.1.1	. . . . . Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	477	6 165	-5 688
1.B.2.1.1.1.1	. . . . . Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	477	6 165	-5 688
1.B.2.1.1.1.2	. . . . . Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3	. . . . . Entre entreprises soeurs	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.1	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	9	72	-63
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	59	22 257	-22 198
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0	22 164	-22 164
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	39	93	-54
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	20	0	20
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	3 298	2 543	755
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	95	0	95
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	94	0	94
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	1	0	1
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	1	0	1
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	3 203	2 543	660
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	1 877	108	1 769
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	1 326	2 435	-1 109
1.B.2.3	.----- Autres investissements	5 521	14 486	-8 965
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	5 521	14 486	-8 965
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.----- Autre revenu primaire	0	0	0
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	0	0
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	.--- Revenu secondaire	222 877	60 986	161 891
1.C.1	.---- Administrations publiques	79 150	117	79 033
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	117	-117
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	. - - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	. - - - - - Coopération internationale courante	79 150	0	79 150
1.C.1.5	. - - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	. - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	143 727	60 869	82 858
1.C.2.1	. - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	43 435	29 813	13 622
1.C.2.1.1	. - - - - Envois de fonds des travailleurs	74	20	54
1.C.2.2	. - - - - Autres transferts courants	100 292	31 056	69 236
1.C.2.0.1	. - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	31	0	31
1.C.2.0.2	. - - - - Cotisations sociales	20	1 691	-1 671
1.C.2.0.3	. - - - - Prestations sociales	592	53	539
1.C.2.0.4	. - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0	441	-441
1.C.2.0.5	. - - - - Indemnités d'assurance dommage	421	0	421
1.C.2.0.6	. - - - - Coopération internationale courante	13	70	-57
1.C.2.0.7	. - - - - Transferts courants divers	99 215	28 801	70 414
1.C.2.0.7.1	. - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	2. Compte de capital	71 857	3 334	68 523
2.1	. - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	3 321	-3 321
2.2	. - - Transferts de capital	71 857	13	71 844
2.2.1	. - - Administration publique	57 157	0	57 157
2.2.1.1	. - - Remises de dette	164	0	164
2.2.1.2	. - - Autres transferts de capital	56 993	0	56 993
2.2.1.2.1	. - - dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	. - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 700	13	14 687
2.2.2.1	. - - Remises de dette	2 836	0	2 836
2.2.2.2	. - - Autres transferts de capital	11 864	13	11 851
2.2.2.2.1	. - - dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	. - - dont : entre ménages	0	0	0
	4 Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	971 106	1 577 851	-606 745
	3. Compte financier	38 781	650 482	-611 701
	5. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	38 781	650 482	-611 701
3.1	. - - Investissement direct	4 382	502 910	-498 528
3.1.1	. - - Titres de participation et parts de fonds de placement	4 381	500 999	-496 618
3.1.1.1	. - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	4 372	500 927	-496 555
3.1.1.1.1	. - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	4 343	499 661	-495 318
3.1.1.1.2	. - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	1 164	-1 164
3.1.1.1.3	. - - Entre entreprises soeurs	29	102	-73
3.1.1.1.3.1	. - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	. - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	. - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	. - - Réinvestissement des bénéficiaires	9	72	-63
3.1.1.0.1	. - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	. - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	. - - Instruments de dette	1	1 911	-1 910

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	95	-95
3.1.2.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	1	1 816	-1 815
3.1.2.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résiden	0	0	0
3.1.2.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	. - - - - - Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	. - - Investissements de portefeuille	4 939	13 643	-8 704
3.2.1	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	-901	901
3.2.1.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	. - - - - Autres secteurs	0	-901	901
3.2.1.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.2.1.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-901	901
3.2.1.0.1	. - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	. - - - - - - Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	. - - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	. - - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	. - - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	. - - - - Titres de créance	4 939	14 544	-9 605
3.2.2.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	. - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	. - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.2.2.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.2.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.4	. - - - - Autres secteurs	4 939	14 544	-9 605
3.2.2.4.0.1	. - - - - - À court terme	4 939	0	4 939
3.2.2.4.0.2	. - - - - - À long terme	0	14 544	-14 544
3.2.2.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	-479	0	-479
3.2.2.4.1.1	. - - - - - - À court terme	-479	0	-479
3.2.2.4.1.2	. - - - - - - À long terme	0	0	0

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 418	14 544	-9 126
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	5 418	0	5 418
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	0	14 544	-14 544
3.2.3	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-94	0	-94
3.2.3.1	.---- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	.---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	.---- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	.---- Autres secteurs	-94	0	-94
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	-94	0	-94
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	.----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	.-- Autres investissements	60 290	133 929	-73 639
3.4.1	.---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	.---- Monnaie fiduciaire et dépôts	-8 899	-18 434	9 535
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	-1 643	1 643
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	-1 628	1 628
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	-15	15
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-6 645	-16 791	10 146
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	-6 645	-16 791	10 146
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	-2 254	0	-2 254
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	-2 275	0	-2 275
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	21	0	21
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-2 254	0	-2 254
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	-2 275	0	-2 275
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	21	0	21
3.4.3	.---- Prêts	13 626	45 943	-32 317
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0	-2 236	2 236
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-2 236	2 236
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	13 724	25 142	-11 418
3.4.3.2.1	.----- À court terme	10 453	42	10 411
3.4.3.2.2	.----- À long terme	3 271	25 100	-21 829
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	12 125	-12 125
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	12 125	-12 125
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	0	0
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	-98	10 912	-11 010
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	-88	415	-503
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	-10	10 497	-10 507
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-98	10 912	-11 010
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	-88	415	-503
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	-10	10 497	-10 507
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	37	0	37
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	37	0	37
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	37	0	37
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	54 731	106 464	-51 733
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	54 731	106 464	-51 733
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	11 978	-2 173	14 151
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	42 753	108 637	-65 884
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	54 731	106 464	-51 733
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	11 978	-2 173	14 151
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	42 753	108 637	-65 884
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	795	-44	839
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	-98	98
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	-98	98
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-5	38	-43
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-5	38	-43
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	800	16	784
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	800	16	784
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	800	16	784
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	800	16	784
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	-30 736	0	-30 736
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	100	0	100
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	2 578	0	2 578
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	-33 414	0	-33 414
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-33 414	0	-33 414
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	-14 731	0	-14 731
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	-18 683	0	-18 683
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	6. Erreurs et omissions nettes	-932 325	-927 369	-4 956

Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2011 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		16 357,1	8 500,3	27,6	102 524,6	5 441,3	106,1	3 916,0	136 873,0
	Burkina	4 288,4		15 044,5	184,4	24 181,2	10 527,2	2 408,8	3 471,7	60 106,2
	Côte d'Ivoire	64 509,9	201 516,0		359,7	113 463,8	22 450,3	92 274,1	85 656,1	580 229,8
	Guinée-Bissau			615,2				436,2	0,0	1 051,4
	Mali	8 131,8	40 920,5	41 879,1			2 268,5	38 449,8	3 230,4	134 880,1
	Niger	2 013,3	2 481,9	3 373,0	0,0				633,0	8 501,2
	Sénégal	10 397,6	21 957,7	36 230,2	30 644,4	317 130,1	6 044,6		9 801,9	432 206,5
	Togo	116 231,0	58 926,2	24 808,1	53,9	12 544,7	46 996,0	3 968,3		263 528,2
	UEMOA	205 572,0	342 159,4	130 450,4	31 270,0	569 844,4	93 727,9	137 643,3	106 709,1	1 617 376,4

Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2011
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		1 818,6	7 600,2	1 078,4	0,0	33 021,6	29 162,6	63 101,4	135 782,9
	Burkina	1 083,2		1 707,2	0,8	160,8	1 354,4	431,2	254,1	4 991,7
	Côte d'Ivoire	1 530,1	331,0		197,6	2 256,1	945,5	1 551,1	0,0	6 811,4
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		7 077,0	0,0	17 866,8	0,0	24 943,8
	Mali	13 858,2	2 246,4	2 920,0	9 855,3		4 649,6	4 614,2	5 528,4	43 672,1
	Niger	11 657,4	422,1	2 800,1	268,3	5 799,8		4 567,9	8 341,9	33 857,6
	Sénégal	0,0	0,0	282,2	3,6	0,0	0,0		0,0	285,8
	Togo	0,0	1 194,2	2 236,3	541,6	1 899,6		1 960,1		7 831,9
	UEMOA	28 128,9	6 012,4	17 546,0	11 945,7	17 193,4	39 971,1	60 154,1	77 225,8	258 177,3

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2011

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		18 175,7	16 100,5	1 106,0	102 524,6	38 462,9	29 268,7	67 017,4	272 655,9
	Burkina	5 371,6		16 751,7	185,2	24 342,0	11 881,6	2 840,0	3 725,8	65 097,9
	Côte d'Ivoire	66 040,0	201 847,0		557,3	115 719,9	23 395,7	93 825,2	85 656,1	587 041,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	615,2		7 077,0	0,0	18 303,0	0,0	25 995,2
	Mali	21 990,0	43 166,9	44 799,1	9 855,3		6 918,1	43 064,0	8 758,8	178 552,2
	Niger	13 670,7	2 904,0	6 173,1	268,3	5 799,8		4 567,9	8 974,9	42 358,8
	Sénégal	10 397,6	21 957,7	36 512,4	30 648,0	317 130,1	6 044,6		9 801,9	432 492,3
	Togo	116 231,0	60 120,4	27 044,4	595,5	14 444,3	46 996,0	5 928,4		271 360,1
	UEMOA	233 700,8	348 171,8	147 996,4	43 215,7	587 037,8	133 698,9	197 797,4	183 934,9	1 875 553,7

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2010

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		7 129,3	14 378,6	1 003,1	96 081,8	14 561,1	15 710,8	61 690,9	210 555,6
	Burkina	6 818,6		13 866,6	606,8	20 030,8	13 776,9	2 739,2	5 498,9	63 337,8
	Côte d'Ivoire	46 980,9	215 335,2		1 499,4	122 494,1	29 934,1	30 426,1	72 273,2	518 943,0
	Guinée-Bissau					5 571,4		16 458,4		22 029,8
	Mali	13 237,8	20 679,0	22 464,6	2 041,6		6 533,0	31 681,7	11 489,5	108 127,2
	Niger	7 256,9	9 993,4	5 882,7	275,5	5 002,4		3 765,3	4 469,9	36 646,1
	Sénégal	11 487,4	22 501,4	43 660,6	32 643,9	254 480,9	5 039,8		9 602,2	379 416,2
	Togo	110 262,0	48 073,7	24 797,6	1 870,4	26 001,5	31 133,1	13 130,4		255 268,7
	UEMOA	196 043,6	323 712,0	125 050,7	39 940,7	529 662,9	100 978,0	113 911,9	165 024,6	1 594 324,4

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2011

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 563,4	2 110,0	0,0	1 437,5	2 475,1	2 987,0	4 581,4	17 154,4
	Burkina	7 498,0		1 304,7	44,5	3 318,5	1 233,1	3 258,0	6 881,1	23 537,9
	Côte d'Ivoire	15 725,3	11 688,5		0,0	5 208,5	1 448,6	4 658,0	6 186,0	44 914,8
	Guinée-Bissau	0,0	70,3	0,0		821,1	0,0	2 255,0	0,0	3 146,4
	Mali	2 216,8	7 694,8	4 523,9	109,1		2 117,1	5 577,0	1 494,5	23 733,1
	Niger	1 326,0	1 697,4	12 103,6	0,0	1 280,9		4 073,0	4 263,7	24 744,5
	Sénégal	1 996,0	2 079,0	1 664,0	1 109,0	8 315,5	1 664,0		665,0	17 492,5
	Togo	7 400,3	1 267,7	2 265,1	0,0	1 366,5	974,5	4 344,0		17 618,0
	UEMOA	36 162,3	28 061,1	23 971,2	1 262,6	21 748,3	9 912,5	27 152,0	24 071,7	172 341,6

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 004,4	2 470,7		1 422,2	606,8	3 375,2	3 650,2	14 529,3
	Burkina	6 141,0		5 905,8		3 033,9	594,8	3 682,0	2 152,4	21 509,8
	Côte d'Ivoire	13 265,2	8 775,5			5 309,4	1 489,5	5 236,1	6 360,7	40 436,4
	Guinée-Bissau		849,0			948,1		2 625,6		4 422,8
	Mali	1 828,6	3 034,8	5 297,3	91,5		1 263,6	6 252,8	1 466,4	19 235,0
	Niger	759,0	1 468,9	14 172,8		1 327,4		4 602,5	1 142,5	23 473,2
	Sénégal	2 255,9	1 688,6	1 879,9	1 253,3	8 153,7	1 879,9		752,0	17 863,5
	Togo	4 759,0	1 524,2	2 652,3		1 137,7	205,6	4 909,4		15 188,1
	UEMOA	29 008,7	20 345,5	32 378,8	1 344,8	21 332,4	6 040,2	30 683,7	15 524,2	156 658,2

Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2011

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 416,6	4 459,9	19,5	5 681,8	2 209,8	3 958,2	10 067,2	27 812,9
	Burkina	254,8		1 702,2	69,8	18 611,3	1 524,9	3 046,0	3 047,3	28 256,4
	Côte d'Ivoire	3 422,5	20 524,9		193,6	51 430,0	7 214,5	10 452,0	15 592,7	108 830,3
	Guinée-Bissau	125,2	21,0	152,3		351,2	97,6	2 108,2	208,8	3 064,3
	Mali	369,8	1 045,9	7 658,3	206,1		1 367,0	8 001,0	5 634,8	24 282,9
	Niger	1 011,3	1 615,4	1 618,5	430,8	15 893,7		1 577,0	4 220,4	26 367,1
	Sénégal	595,0	1 981,0	2 985,0	1 517,0	19 598,8	1 505,0		2 739,8	30 921,5
	Togo	793,0	3 274,2	2 649,3	78,7	3 292,7	719,0	3 045,2		14 475,5
	UEMOA	6 571,5	29 879,1	21 225,5	2 515,5	114 859,5	14 637,9	32 187,6	41 510,9	263 387,6

Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2010

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 074,5	3 494,7	22,2	2 620,4	887,2	3 847,3	1 808,8	13 755,0
	Burkina	1 885,6		7 436,4	111,5	5 708,1	1 653,6	5 091,7	8 755,7	30 642,6
	Côte d'Ivoire	6 675,0	35 628,4		241,5	37 853,1	7 102,8	24 929,3	11 857,7	124 287,7
	Guinée-Bissau	31,0	47,2	433,8		375,8	106,0	2 423,7	426,3	3 843,7
	Mali	1 030,5	2 329,7	5 357,6	203,9		838,1	20 246,1	3 635,9	33 641,8
	Niger	1 393,4	1 092,9	1 254,3	547,7	1 802,1		1 823,7	3 213,4	11 127,6
	Sénégal	4 225,4	4 049,4	13 562,0	3 528,9	9 924,3	2 046,5		1 675,6	39 012,0
	Togo	890,0	1 842,9	1 982,6	62,4	1 654,9	709,9	4 366,4		11 827,5
	UEMOA	16 130,9	46 064,9	33 521,3	4 718,1	59 938,6	13 344,0	62 728,2	31 373,4	267 819,6

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants»</i>)
Compte de capital Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital
Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le **Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »**.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers. Le coefficient de redressement, calculé sur la base des différents éléments sus-évoqués, ressort en moyenne à 20% pour les exportations et 5% pour les importations.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int